

Extrait du Site de l'Association Adéquations

<http://www.adequations.org/spip.php?article1105>

Changements climatiques : intégrer les dimensions d'aide humanitaire et de sécurité, prévenir les conflits

- Actualités - Actualité -
Date de mise en ligne : vendredi 7 août 2009

Description :

Iles du Pacifique : Un mécanisme nécessaire pour prévenir les conflits liés au climat. / A Bonn, appel pour inclure l'humanitaire dans le traité sur le climat. /
L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution liant changements climatiques et sécurité

Site de l'Association Adéquations

Iles du Pacifique : Un mécanisme nécessaire pour prévenir les conflits liés au climat

Communiqué de l'ONU, 6 août 2009

Les changements climatiques posent une menace existentielle aux îles du Pacifique et risquent d'aggraver les conflits autour de ressources de plus en plus rares, a prévenu jeudi le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), qui juge nécessaire de créer un mécanisme de prévention.

« Nous reconnaissons que le changement climatique est un défi critique pour le développement qui comporte des implications considérables sur tout l'éventail des questions de développement : la pauvreté, les moyens de subsistance, la sécurité alimentaire, les conflits et la cohésion sociale pour ne nommer que ceux-là », a déclaré Ajay Chhibber, administrateur adjoint du PNUD et directeur pour l'Asie et le Pacifique, lors d'une réunion de haut niveau sur les changements climatiques, en marge du 40ème Forum des leaders des îles du Pacifique.

Il a prévenu que les changements climatiques risquaient de renverser les progrès accomplis en matière de développement et de compromettre les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD).

De son côté, le représentant du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (UNHCR) pour l'Australie, la Nouvelle-Zélande, la Papouasie Nouvelle-Guinée et le Pacifique, Richard Towle, a souligné qu'on était toujours dans l'attente d'une véritable réponse au niveau régional et mondial sur les implications juridiques et en matière de droits de l'homme des déplacements de populations causés par les changements climatiques.

Le Pacifique est l'une des régions les plus exposées à des catastrophes naturelles qui risquent de s'amplifier avec l'augmentation des températures sur la planète. Déjà, à Kiribati, un certain nombre de villageois ont dû quitter leurs maisons face à la montée des eaux de l'océan. Dans d'autres îles du Pacifique, des conflits sociaux risquent d'éclater avec la relocalisation de familles, en raison des droits de propriété terrestres traditionnels. Enfin, d'autres pays de la région risquent de voir leur subsistance alimentaire menacée par le blanchiment du corail, qui affecte la chaîne alimentaire locale.

Le PNUD préconise en conséquence un mécanisme régional de prévention des conflits, dans le cadre d'une initiative intitulée « Interface entre le changement climatique, les catastrophes et les conflits potentiels dans le Pacifique ».

A Bonn, appel pour inclure l'humanitaire dans le traité sur le climat

Communiqué de l'ONU, 8 juin 2009

Un groupe d'agences des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales (ONG) a lancé lundi à Bonn, où se déroulent actuellement des pourparlers sur le climat, un appel à incorporer la dimension humanitaire du changement climatique dans le traité négocié pour succéder au Protocole de Kyoto en décembre prochain, à Copenhague.

Dix-huit organisations du Groupe de travail du Comité permanent interorganisations (IASC) ont plaidé pour que l'accord permette de contrer l'impact des phénomènes météorologiques extrêmes ainsi que la dégradation de l'environnement sur les communautés vulnérables.

« Le défi humanitaire potentiel est considérable », a déclaré le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires et Coordonnateur des secours d'urgence de l'ONU, John Holmes.

Ce dernier a rappelé que le nombre de personnes touchées par les catastrophes a été multiplié par cinq en 10 ans, pour atteindre 211 millions de personnes.

Deuxièmement, le changement climatique aura une influence notable sur les migrations et les déplacements dus aux sécheresses et aux inondations. Vingt millions de personnes ont été déplacées de ce fait rien qu'en 2008.

Face à cela, il reste possible d'adopter des mesures d'atténuation qui doivent être intégrées dans les négociations sur le climat et de profiter de l'expertise des agences, a insisté John Holmes.

Selon Yvo de Boer, secrétaire exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, les négociations menées à Bonn en sont arrivées au niveau technique.

D'après le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat les pays industrialisés devront réduire leurs émissions de 25% à 40% d'ici à 2020 afin d'éviter de graves impacts du changement du climat.

« Ces recommandations ne sont toujours pas respectées et il faut accélérer le processus », a-t-il dit.

L'Assemblée générale de l'ONU adopte une résolution liant changements climatiques et sécurité

Communiqué de l'ONU, 4 juin 2009

L'Assemblée générale de l'ONU a adopté mercredi une résolution concernant les effets néfastes des changements climatiques et leurs implications sur la sécurité internationale, par laquelle elle demande aux différents organes des Nations Unies d'intensifier leurs efforts dans leur examen de cette question.

Par cette résolution adoptée sans vote, l'Assemblée demande en outre au Secrétaire général de lui présenter, lors de sa prochaine session, un rapport détaillé sur les répercussions éventuelles des changements climatiques sur la sécurité.

C'est la première fois que les délégations parviennent à un consensus pour adopter une résolution qui établit le lien entre changements climatiques et sécurité internationale, s'est réjoui le représentant de l'Australie. Face à la menace que représentent les changements climatiques, qui affectent particulièrement les petits États insulaires en développement, de nombreuses délégations ont insisté sur la volonté de compromis qui a abouti à ce texte, en rendant en particulier hommage au rôle joué par l'Indonésie.

Toutefois, les déclarations ont aussi mis en lumière les difficultés à articuler précisément le rôle des différents

organes des Nations Unies face aux problèmes de sécurité engendrés par les changements climatiques. En particulier, les délégations ont montré des divergences sur le rôle que le Conseil de sécurité peut être amené à jouer.

Aux termes de la résolution A/63/L.8/rev.1, qui était parrainée par plus de 90 pays, l'Assemblée générale, « profondément préoccupée par les répercussions que les effets néfastes des changements climatiques, notamment l'élévation du niveau des mers, pourraient avoir sur la sécurité, invite les organes pertinents de l'Organisation des Nations Unies à intensifier, dans le cadre de leurs mandats respectifs, les efforts qu'ils consacrent pour examiner et traiter le problème des changements climatiques, notamment les répercussions que ceux-ci pourraient avoir sur la sécurité ».

La représentante de Nauru, qui, au nom des petits États insulaires en développement du Pacifique, présentait le projet de résolution, a affirmé que la région du Pacifique avait été constamment menacée par les effets néfastes des changements climatiques. La vulnérabilité des îles du Pacifique résulte de leur petite taille associée au volume du grand océan qui les entoure, a-t-elle notamment expliqué.

OMI : Lancement de l'initiative 'Météo pour tous', en Afrique

Communiqué de l'ONU, 18 juin 2009

Le Forum humanitaire mondial, les compagnies de télécommunication mobile Ericsson et Zain, l'Organisation météorologique internationale (OMI) et l'Institut de la terre, ont procédé au lancement aujourd'hui, à la Columbia University, de l'initiative 'Météo pour Tous' [Weather Info for All] en vue d'améliorer le réseau de surveillance des conditions météorologiques en Afrique dans le contexte de l'impact croissant des changements climatiques.

L'initiative répond aux graves lacunes que connaît l'Afrique en matière d'informations météorologiques comme cela a été mis en évidence lors de la première manifestation annuelle du Forum. Son objectif est de déployer jusqu'à 5.000 nouvelles stations d'observation météorologique automatiques à travers l'Afrique, en vue d'accroître l'information cruciale servant à prévoir et à gérer les chocs climatiques. Ces stations seront installées sur les sites des réseaux de téléphonie mobile à travers le continent.

Un récent rapport du Forum humanitaire mondial estime que le changement climatique est responsable de 300.000 décès chaque année et de plus de 100 milliards de dollars de pertes économiques. L'Afrique sub-saharienne qui souffre de près d'un quart de ces pertes, est la région la plus exposée au risque de sécheresses et d'inondations. Les auteurs du rapport indiquent par ailleurs que les rendements agricoles dans certaines régions devraient diminuer de 50% dès 2020.

A ce jour, le continent africain possède un réseau de surveillance huit fois en-dessous du niveau minimum recommandé par l'OMI, avec à peine moins de 200 stations météorologiques automatiques qui répondent aux exigences d'observation de l'organisation météorologique, comparé aux milliers que l'on trouve en Europe, en Amérique du Nord et en Asie.

Présent à ce lancement, l'ancien Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan a déclaré que : « les populations les plus pauvres du monde sont aussi les plus vulnérables face aux impacts du changement climatique, mais également les

moins équipés pour faire face à ses conséquences. Aujourd'hui, vous trouverez des tours de téléphone mobile dans presque toutes les régions de l'Afrique. Nous n'avons jamais été en mesure d'établir une surveillance météorologique de cette ampleur, jusqu'à maintenant ». C'est un grand exemple pour la collaboration humanitaire du vingt-et-unième siècle et le travail entre les secteurs public et privé, a-t-il ajouté.

L'initiative "Weather Info for All" aura non seulement un impact dans le domaine agricole, mais bien au-delà, notamment dans le cadre de la préparation aux catastrophes naturelles liées au climat. En outre, une meilleure information météorologique rendra également possible le développement de services, tels que la microassurance, et augmentera le volume d'information utile aux scientifiques.